# Au Rwanda, sur les traces de Félicien Kabuga

### Laure Broulard

## Le Monde, 16 juin 2020

Le souvenir du financier présumé du génocide, arrêté en France le 16 mai, est vivace dans la mémoire des Rwandais et son empreinte reste visible dans les rues de Kigali.



Annonce de recherche internationale contre Félicien Kabuga dans un journal kényan paru le 12 juin 2002 à Nairobi. George Mulala / REUTERS

Pendant des années, Pierre N. a eu pour voisin un célèbre et richissime homme d'affaires. « *Il faisait son commerce au centre-ville de Kigali, mais chaque soir il rentrait ici* », se souvient cet habitant du quartier résidentiel de Kimironko, situé dans l'ouest de la capitale rwandaise. Pierre se rappelle de la grosse voiture et des costumes chics de ce marchand originaire du nord du pays, appelé Félicien Kabuga. Mais de sa résidence, qui fut jadis l'une des plus grandes maisons du quartier, il ne lui reste que des souvenirs douloureux.

« Juste avant le génocide, les milices interahamwe, composées des jeunes du parti présidentiel, le MRND [Mouvement révolutionnaire national pour le développement], venaient s'entraîner ici. Ils sortaient de là ivres et nous disaient qu'ils allaient nous exterminer le lendemain ou le

jour suivant. On buvait de la bière avec eux, on avait peur, mais on ne pouvait rien faire », raconte-t-il. A l'époque, Pierre avait 35 ans. Aujourd'hui, c'est un homme d'une soixantaine d'années au visage marqué. Devant le mur de briques rouges qui entoure l'ancienne parcelle de Félicien Kabuga, il se remémore sa femme, ses trois enfants et ses parents, massacrés entre avril et juillet 1994 lors du dernier génocide du XX<sup>e</sup> siècle qui avait fait 800 000 morts parmi les Tutsi et les Hutu modérés, selon l'ONU.

Au Rwanda, le nom de Félicien Kabuga, arrêté le 16 mai près de Paris après plus de vingt ans de cavale, est connu de tous. Inculpé en 1997 par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), il est accusé d'avoir mis sa fortune au service de l'entreprise génocidaire, notamment en formant et en armant les milices *interahamwe*, en première ligne dans les tueries. Et si la totalité de ses biens ont été saisis par les autorités après le génocide, les vestiges de son patrimoine sont encore bien visibles dans les rues de Kigali.

### « L'homme le plus riche du pays »

Ainsi, sur la grande route qui descend vers la gare routière de Nyabugogo, impossible de rater l'imposante bâtisse de cinq étages, construite par l'homme d'affaires, qui fut le premier centre commercial de la ville. Aujourd'hui, les habitants du quartier l'appellent encore « *l'immeuble de Kabuga* », même s'il a été investi par la police. Ses anciens entrepôts du quartier de Gikondo ont quant à eux été transformés en centre de transit pour les vendeurs à la sauvette et les enfants des rues. Selon les voisins, c'est là qu'auraient été entreposées des milliers de machettes en 1994.

Un peu plus haut, dans le centre-ville, l'antenne de la Radio Télévision libre des Mille Collines (RTLM) est toujours debout. Cette radio, dont Félicien Kabuga présidait le comité de direction selon l'acte d'accusation du TPIR, fut le principal outil de propagande de la machine génocidaire. Sur ces ondes, des animateurs appelaient quotidiennement au meurtre de la minorité tutsi du pays, allant jusqu'à donner les noms des personnes à tuer ainsi que des informations sur les lieux où elles se trouvaient.

« Au début, on nous avait dit que ce serait une radio commerciale, répondant aux besoins du multipartisme », affirme Boniface Rucagu, assis dans son bureau du Forum du conseil des anciens, une institution gouvernementale. Ce vétéran de la politique rwandaise était député lorsqu'il a assisté, le 8 avril 1993, à la première réunion de création de la RTLM. « Une action dans cette société valait 5 000 francs rwandais. Moi j'en ai pris une. Félicien Kabuga lui, a donné 500 000 francs », se souvient-il, en précisant qu'il n'a assisté qu'à cette première assemblée et qu'il s'est rapidement désolidarisé de l'idéologie anti-tutsi prônée par la RTLM.

Boniface Rucagu parle lentement, comme s'il pesait chacun de ses mots. Dans les années 1970, il était sous-préfet dans le nord au Rwanda, près de la frontière avec l'Ouganda. C'est là qu'il a pour la première fois entendu parler de Félicien Kabuga, ce commerçant de la région de Byumba en bons termes avec la communauté indo-pakistanaise installée dans le pays voisin.

« En 1976, l'Ouganda a commencé à avoir des problèmes d'écoulement de café. Donc les Pakistanais vendaient le café à M. Kabuga, qui le revendait et gardait les bénéfices. C'est ainsi qu'il est devenu l'homme le plus riche de ce pays. A cette époque, il n'était pas proche du régime, et il était apprécié de tous. Ça, c'était sa première vie » explique-t-il.

#### « Nous demander pardon »

La deuxième vie de Félicien Kabuga, selon Boniface Rucagu, commence avec le mariage de deux de ses filles à des fils du président hutu de l'époque, Juvénal Habyarimana. Des unions qui marqueront son entrée dans le cercle des proches du chef de l'Etat et de sa femme, Agathe Kanziga. Un groupe plus connu sous le nom d'Akazu – « *la petite maison* » en kinyarwanda, la langue nationale –, rassemblant des extrémistes hutu accusés d'avoir pensé et organisé le génocide des Tutsi.

Pour les rescapés, l'annonce de l'arrestation de Félicien Kabuga, suivie du feu vert de la justice française à son transfèrement à la justice internationale, a donc été vécue comme une délivrance, et un premier pas vers une justice longtemps attendue.

« Nous avons besoin de voir s'il se reproche quelque chose. Il pourrait même peut-être nous demander pardon, comme d'autres l'ont fait », dit Claudette Nyilibambe, les yeux mouillés de larmes. Cette rescapée du génocide habite encore dans l'ombre de l'ancien centre commercial de Félicien Kabuga. Bien qu'elle ait perdu presque toute sa famille dans ce quartier en 1994, elle n'a jamais déménagé. Et elle voudrait pouvoir témoigner lors du procès. « Nous voulons la justice. Mais seul mon cœur sera soulagé, car personne ne peut nous ramener nos morts », lâche-t-elle.

(Kigali, correspondance)